Union locale des syndicats CNT de Haute-Garonne
CNT 31
33, rue Antoine Puget
cnt.31@cnt-f.org
cnt-f.org/cnt31
07 81 10 63 66

Retraites : halte au hold up !
C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Toujours les mêmes arguments ! Toujours les mêmes mensonges !

Les arguments avancés pour réformer le système des retraites sont les mêmes depuis 1993 : vieillissement de la population et déficit des caisses de retraites. Mais si nous pouvons espérer vivre plus longtemps, l'espérance de vie en bonne santé est d'à peine 65 ans (chiffres d'Eurostat). Cet argument traduit donc le cynisme des gouvernements. Concernant les caisses de retraite, en l'absence d'augmentation des cotisations employeur, on nous annonce pour 2025 entre 8 et 17 milliards d'euros de déficit. Une approximation de 9 milliards prouve déjà le manque de sérieux d'un tel argument. Mais surtout, ces déficits aux montants hallucinants ont été construits par les politiques budgétaires. Un exemple : le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), entre 2013 et 2018, c'est 100 milliards d'euros empochés par les patrons, avec un impact sur le chômage proche de zéro ! Ces « baisses de charges des entreprises » qui sont en fait des réductions du salaire socialisé. C'est ça de moins pour nos retraites !

Toutes les réformes des retraites depuis 1993 n'ont fait porter l'effort que sur les travailleurs et les travailleuses. En réalité nous travaillons jusqu'à nous abîmer. Notre argent est volé pour faire des cadeaux au patronat. L'objectif est clair : nous faire travailler jusqu'au bout et nous jeter des miettes. C'est NON ! Que les choses soient claires : « après une vie passée à trimer, on veut notre pognon pour nous éclater ! »

Delevoye – Philippe – Macron : Les fossoyeurs de nos retraites !

Quelques éléments généraux sont à retenir pour comprendre la violence de cette réforme :

Points et répartition

Jusqu'à maintenant, on cotise des annuités (divisées en trimestre) qui ouvrent des droits à la retraite. Depuis 1993, on est passé de 37,5 années de cotisations à 42. Quand on n'atteint pas le nombre de trimestres, une décote ampute le niveau de notre pension. Dans ce système, les inégalités salariales se transforment en inégalité des pensions. Mais l'idée reste que celles et ceux qui travaillent payent pour les retraité·e·s d'aujourd'hui. Avec le projet Delevoye, même si la répartition est maintenue, le calcul de la pension se fera selon le nombre de points que chacun·e cumulera en fonction de son salaire. Dans le rapport, il est prévu que 100 € valent 10 points. Les mécanismes actuels de solidarité (trimestres pour les mères de famille, pensions de réversion...) sont mis en cause et leurs bénéficiaires sont désigné·e·s comme des privilégié·e·s. C'est un abandon de la solidarité entre générations au profit d'une logique d'épargne individuelle soumise aux caprices de la finance.

Points, salaires de référence et niveau des pensions

Aujourd'hui le calcul de la pension se fait par rapport au salaire de référence (le taux plein correspondant à 75% de celui-ci). Depuis 1993, les réformes successives ont diminué la valeur des pensions en augmentant le nombre d'années prises en compte dans le calcul du salaire de référence.

Dans le privé, on est passés de la moyenne des 10 meilleures années à celle des 25 meilleures. On est resté sur les 6 derniers mois dans le public. Avec le point, c'est l'ensemble de la carrière qui sera prise comme référence. Le montant des pensions va donc être brutalement diminué. Les premières estimations donnent des réductions de 10 à 15 % dans le privé et jusqu'à 40 % pour les fonctionnaires. Évidemment, toute période de chômage, de longue maladie ou de congé parental aura un impact sur le montant de la pension.

Mais le pire, c'est que la valeur du point n'est même pas garantie. À tout moment, le gouvernement pourra décider de la diminuer, baissant donc nos pensions. Il est d'ailleurs prévu que les dépenses de retraite soient plafonnées à 13,8 % du PIB alors que le nombre de retraité·e·s va augmenter.

Âge de départ et durée de cotisation

Il y a moins de 30 ans, on pouvait partir à la retraite à 60 ans, voire 55 ans dans certains cas. Et si on n'avait pas pu cotiser le nombre de trimestres nécessaire, on avait droit au plus tard à 65 ans à une retraite à taux plein. Aujourd'hui, il faut attendre 62 ans et on subit une décote de 5 % par annuité manquante. Comme nous sommes passés de 37,5 années de cotisations à 42, la conséquence est immédiate : il faut travailler plus longtemps pour gagner moins. Avec la réforme à venir, il faudrait attendre 64 ans pour espérer partir à la retraite sans décote, sans compter un probable recul de cet « âge pivot », donc une obligation à travailler plus longtemps. Cette mesure est d'ailleurs envisagée à court terme par le gouvernement, en dehors de la réforme Delevoye.

Dans l'immédiat, la CNT revendique le retrait de la réforme Delevoye.

Et pour la suite, nous exigeons :

- **une retraite à taux plein pour toutes et tous à 55 ans** ;
- **l'égalité des pensions** ;
- **la réappropriation et l'autogestion des caisses de sécurité sociale par les travailleur·euse·s.**

Réformer les retraites ? Oui, pour abattre le capitalisme !

Macron, comme ses prédécesseurs, attaque frontalement les travailleuses et travailleurs. Notre unité et notre détermination dans la grève peuvent faire reculer les intérêts du capitalisme. L'objectif de cette réforme est évident : augmenter la part du capital dans la répartition de la richesse, nous mettre à genoux en nous obligeant à travailler plus et plus longtemps, tout en réduisant à peau de chagrin le montant de nos pensions. En parallèle, s'annonce déjà la création de nouveaux produits bancaires pour inciter à se payer une retraite complémentaire. Mais avec quel argent !? La bourgeoisie pourra peut-être s'engraisser avec ses banques mais pas la grande majorité des salarié·e·s !

Questionner les retraites, c'est réfléchir au travail dans son ensemble

Aujourd'hui, dans la vision que le monde capitaliste nous impose, la retraite est l'aboutissement d'une carrière, le moment où nous espérons pouvoir enfin profiter de la vie en se libérant du salariat. Mais ce n'est pas notre conception : hors de question d'attendre la fin pour en profiter. Il faut d'abord redéfinir la place du travail dans nos vies. Dans notre projet de société, chacun·e doit avoir son mot à dire dans les décisions collectives qui concernent tous les aspects de la vie, le travail, la politique… Ce qui suppose du temps pour rendre possible l'autogestion, mais aussi pour les activités personnelles, sociales, affectives, l'éducation des enfants… Le travail doit répondre à des besoins collectifs et être rémunéré de façon égalitaire. Le capital exploite nos vies en nous enfermant dans une spirale de production/consommation, sans autre but que l'augmentation des revenus des capitalistes. Il leur est intolérable que nous ne soyons pas profitables financièrement, que nous ne produisions pas de la richesse exprimable en euros. Il faut combattre résolument le capitalisme : la question du bien-être collectif n'est pas son objectif. La preuve : il pousse à la surproduction, donc à la surconsommation qui détruit la planète et notre futur.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Le système de sécurité sociale (retraite, chômage, maladie) doit être géré directement par les travailleurs·euses. Le principe d'autogestion de ces caisses n'est pas négociable : c'est notre argent qui les remplit. Dans cette logique, il n'y a pas de programme clé-en-main pour la gestion des retraites dans le cadre d'une société débarrassée du capitalisme. Mais des principes sont essentiels : égalité salariale et donc de pension, prise en compte de la pénibilité de certaines tâches, abolition du salariat, prise en compte des activités jugées non-productives actuellement…

Pour la CNT, un système de retraites viable et juste, suppose, entre autres de :

- travailler moins, mieux et autrement ;
- prendre les décisions collectivement, à la base ;
- partager égalitairement les richesses ;
- abolir le salariat et limiter l'exploitation des ressources ;
- en clair, **sortir du capitalisme !**

Grève reconductible : pourquoi et comment ?

Pour la CNT, la grève reconductible est une condition nécessaire à la victoire. Il ne s'agit pas d'un simple slogan ou d'un « rêve révolutionnaire » mais bien d'une analyse de la réalité actuelle : le gouvernement et le patronat ne céderont pas sans un véritable rapport de forces. Et la seule force des travailleuses et travailleurs, c'est leur capacité à bloquer la production et, par conséquent, les profits, ce qui ne se fait pas avec des journées de grèves ou des manifestations éparses.

La grève reconductible ne doit pas signifier une prise de contrôle par une avant-garde politique mais, au contraire, la prise en main par les salarié·e·s, avec l'outil syndical, de leur avenir et de la défense de leurs droits en favorisant l'autogestion de la lutte, en assemblées générales.

La grève est un droit gagné par les luttes syndicales, elle est l'arme des travailleuses et des travailleurs contre l'État et le patronat qui multiplient contre-réformes, attaques des acquis sociaux et plans de licenciements au nom de la conservation de leurs profits. C'est cela qui est dangereux et antidémocratique. N'ayons pas peur, ne cédons pas au chantage intellectuel : construisons ensemble les conditions de notre victoire, construisons ensemble la grève générale reconductible !